



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 8 décembre 2020**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2020 - 216      RESEAUX ELECTRIQUES EN DOMAINE PUBLIC**  
**INSTAURATION D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**  
**POUR LES CHANTIERS PROVISOIRES DE TRAVAUX SUR LES RESEAUX**  
**DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE (ENEDIS)**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 1 décembre 2020, s'est réuni le mardi 8 décembre 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD (prend part aux délibérations N°194 à N°226)  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE  
Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

DU 8 DECEMBRE 2020

**RESEAUX ELECTRIQUES EN DOMAINE PUBLIC  
INSTAURATION D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES CHANTIERS  
PROVISOIRES DE TRAVAUX SUR LES RESEAUX DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE (ENEDIS)**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La présente délibération vise à adopter l'instauration du principe de la redevance réglementée pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux portant sur des ouvrages de distribution de l'électricité.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Cellule énergies et développement durable	Recettes	Environ 3 200 € / an

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1211-3, L. 1321-2, L. 2333-84 à L. 2333-86, R. 2333-105 à R. 2333-113, R. 3333-4 à R. 3333-11, R. 2342-4 et R. 3342-23 ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 53-661 du 1<sup>er</sup> août 1953 fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz, par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz ;

Vu la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, ensemble le décret n° 2001-366 du 26 avril 2001 relatif aux lignes directes mentionnées à l'article 24 de ladite loi ;

Vu le décret n° 98-403 du 22 mai 1998 fixant la date et les conditions dans lesquelles sera exécuté le recensement général de la population de 1999, notamment son article 7 ;

Vu l'avis du Comité des finances locales en date du 30 octobre 2001 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 21 novembre 2001 ;

Vu le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des commune par les ouvrages des réseaux de distribution d'électricité et modifiant le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et au départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

Considérant que la Commune souhaite instaurer une redevance d'occupation provisoire de son domaine public par des chantiers de travaux portant sur des ouvrages de distribution d'électricité ;

Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites en 2020, permettant d'escompter en 2021 une perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission de titre de recettes.

Le mode de calcul de cette redevance est fixé conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, considérant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire soit 1/10<sup>e</sup> de la redevance annuelle due par le gestionnaire à la Collectivité Locale.

Le mode de calcul est donc le suivant : **PR'D = PRD / 10**

**PR'D** : correspond au plafond de redevance due, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par le gestionnaire du réseau de distribution.

**PRD** : correspond au plafond de redevance due par le gestionnaire du réseau de distribution au titre de l'article R2333-105 du CGCT.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance 24 novembre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de distribution d'électricité ;
- **FIXER** le mode de calcul, conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, soit 1/10<sup>e</sup> du montant de la redevance versée chaque année, quelle que soit la durée du chantier et du linéaire de réseau de distribution publique d'électricité installé ou renouvelé ;
- **ADOPTER** la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers portant sur des ouvrages de distribution d'électricité. Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Deliberation affeece n° 9 DEC. 2020  
sulent les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,

07.